Je m'étais simplement inscrit pour participer à cette journée, car comme vous, le sujet de l'eau m'intéresse tout particulièrement.

Cela m'a valu en retour une sollicitation pour prononcer quelques mots en ouverture ce cette journée. Je trouve que c'est un bien grand honneur.

Je suis conseiller régional des pays de la Loire où j'exerce la responsabilité de vice-président de la commission en charge des relations internationale, avec la charge particulière des politiques de solidarité.

La région des Pays de la Loire se veut « l'esprit Grand Ouvert » c'est le slogan qu'elle s'est choisi, Et c'est un esprit grand ouvert sur le monde.

Cette ouverture sur le monde a de multiples facettes dans le domaine économique, universitaire et dans le domaine de la recherche notamment.

Elle les décline dans des relations privilégiées avec de nombreux partenaires européens mais aussi à travers des coopérations décentralisées, avec des territoires partenaires en Chine, en Inde, en Tunisie, au Mexique, au Burundi et bientôt sans doute au Brésil et en Turquie.

Ces relations internationales sont aussi parfois des relations de solidarité internationale,

Elle se déclinent

- A travers certaines coopérations, notamment celle que nous animons avec l'état du Burundi dans l'Afrique des grands lacs ou la problématique de l'eau est très présente non pas tant sous l'aspect de sa disponibilité mais plutôt sous l'aspect de la préservation de la ressource. Gestion de la ressource aussi dans le cadre de notre coopération avec le Yucatan au Mexique, je vais y revenir,
- A travers les coopérations décentralisées des collectivités infrarégionales, la Région intervient en appui aux Coopérations décentralisées des départements et des villes, agglo etc.
- A travers l'aide que nous apportons aux associations ligériennes qui travaillent au Sud et pour une part importante en Afrique de l'Ouest. Une aide matérielle à travers un dispositif de financement des projets, des projets sélectionnés selon une grille de critères préétablis et examinés dans le cadre d'une commission d'experts à laquelle participent nos amis de PS-Eau. Aide également dans la mise en réseau des associations, de

formation et de la mise en synergie des acteurs etc. Nous avons organisé par exemple une journée thématique Sénégal le mois dernier où nous avons rassemblé les représentants de 35 associations ligériennes qui interviennent sur ce seul pays, ils sont évalués au double au moins.

Alors sur le thème qui nous intéresse aujourd'hui, c'est une problématique que nous rencontrons très souvent à travers les dossiers que nous instruisons et qui ne manquent pas de nous interroger et c'est bien pourquoi je suis là aujourd'hui et j'ai hâte d'être à votre place et d'écouter les intervenants que nous allons rencontrer tout au long de cette journée.

En effet, l'approche me laisse bien souvent perplexe, et j'ai eu l'occasion bien souvent d'échanger avec certains d'entre vous.

Trois points me semblent essentiels

- Premier point : l'eau pour nous est un bien commun géré de manière collective. Sa disponibilité, sa distribution reste une compétence régalienne des organisations collectives : états régions communes. Quelque soit la manière dont les territoires sont organisés, nous ne la concevons qu'avec un lien indissociable avec la démocratie. Le droit à l'eau ne peut s'inscrire que dans le droit de l'eau. L'approche peut être différente suivant le contexte politique et culturel mais la problématique elle, obéit à des règles bel et bien physiques qui sont incontournables.
- Deuxième point : L'Eau ne peut s'appréhender que de manière globale. Nous avons tous appris que l'eau n'était qu'un cycle toujours renouvelé. En fait la consommation de l'eau, hors l'usage agricole et malheureusement pas toujours, la consommation de l'eau consiste essentiellement à la salir. Une politique de l'eau ne peut s'envisager qu'à travers une politique globale intégrant son assainissement et intégrant la protection des ressources.
- Troisième point : Dans le partage de l'eau à l'échelle planétaire, on sait que la nature nous a particulièrement bien doté. Pourtant nous sommes encore des importateurs d'eau, des importateurs d'eau de pays qui en manquent cruellement, à travers nos importations de denrées alimentaires et textiles par exemple, qui à l'instar de l'achat des terres dont on parle aujourd'hui beaucoup, mobilisent et rendent indisponible les sols et la ressource en eau, pour les cultures vivrières.